

LA GUERRE NUCLÉAIRE LIMITÉE : UN RENOUVEAU STRATÉGIQUE AMÉRICAIN

Corentin BRUSTLEIN

Novembre 2017

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-790-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :

Corentin Brustlein, « La guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique américain », *Focus stratégique*, n° 77, Ifri, novembre 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Focus stratégique

Les questions de sécurité exigent une approche intégrée qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection **Focus stratégique**, d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, **Focus stratégique** fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

Auteur

Corentin Brustlein est responsable du Centre des études de sécurité de l'Ifri. Docteur en science politique de l'université Jean Moulin - Lyon 3, ses recherches portent sur les politiques de défense française et américaine, les postures nucléaires et conventionnelles et la transformation des armées. Il est notamment l'auteur de *L'entrée en premier et l'avenir de l'autonomie stratégique* (Ifri, 2016), *Conventionalizing Deterrence. U.S. Prompt Strike Programs and Their Limits* (Ifri, 2015), et le co-auteur de *La suprématie aérienne en péril. Menaces et contre-stratégies à l'horizon 2030* (La Documentation française, 2014).

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Élie Tenenbaum

Assistante d'édition : Manon Murray

Résumé

Depuis quelques années un débat sur d'éventuels scénarios d'emploi limité d'armes nucléaires est réapparu aux États-Unis. Les pratiques russes d'intimidation nucléaire depuis 2014 et les tensions grandissantes sur la péninsule coréenne ont amené Washington à s'interroger sur sa propre capacité à dissuader, voire à répondre, à un tel recours limité aux armes nucléaires. Puisant ses racines dans l'histoire de la guerre froide et de la dissuasion élargie, cette problématique a amené l'administration Obama à se confronter à de graves dilemmes entre le besoin de retenue lors d'une crise et le potentiel dévastateur des armes de destruction massives. Après avoir initialement mis en avant un agenda favorable au désarmement nucléaire, l'administration Obama s'est donc paradoxalement trouvée contrainte de penser aux formes possibles de guerre nucléaire limitée, dans un contexte de durcissement généralisé de sa posture. Le contexte international, l'état des forces nucléaires américaines et les préférences idéologiques et stratégiques de l'administration Trump semblent indiquer que cette réorientation se poursuivra, voire s'accélérera, à l'avenir.

Abstract

Over the past few years, a debate on possible scenarios of limited nuclear weapons use has surfaced again in the United States. Russian nuclear saber-rattling since 2014 and the growing tensions in the Korean peninsula have led Washington to reassess its own ability to deter, or respond to, such a limited use of nuclear weapons. This issue, which is rooted in the history of the Cold War and the requirements of extended deterrence, has led the Obama administration to face both old and deep dilemmas: trying to conciliate the need for restraint during a crisis or a war with the uniquely devastating potential of nuclear weapons. The Obama administration, after having initially put forward an agenda in favor of nuclear disarmament, found itself forced to think of and plan possible forms of limited nuclear war, in a context of generalized strengthening of its deterrence posture. The international context, the state of American nuclear forces as well as the ideological and strategic preferences of the Trump administration seem to indicate that this shift towards a more robust and flexible posture will carry on, and might even accelerate in the next several years.

Sommaire

INTRODUCTION	9
GUERRE FROIDE : LES OPTIONS LIMITÉES INTROUVABLES ?	11
DES DILEMMES ANCIENS ET PERSISTANTS	15
LES RAISONS D'UN RETOUR EN VOGUE	19
L'ADMINISTRATION OBAMA	
FACE À UN EMPLOI LIMITÉ DE L'ARME NUCLÉAIRE	23
Réapprendre à gérer l'escalade.....	23
Adapter la planification	24
Moderniser les forces	25
Une posture renforcée	27
VERS UNE RÉVOLUTION NUCLÉAIRE SOUS TRUMP ?	29
CONCLUSION	37

Introduction

Depuis le début de la crise en Ukraine et la multiplication des provocations de la Russie dans le domaine nucléaire, le débat stratégique américain connaît un regain d'intérêt pour la problématique de l'emploi limité d'armes nucléaires¹. À rebours des orientations prises par l'administration Obama visant à réduire la place de l'arme nucléaire dans la posture américaine, le Pentagone a été contraint de renouveler ses réflexions mêlant guerre limitée et dissuasion nucléaire. Si le débat a porté en premier lieu sur le renouveau d'une menace d'emploi sélectif d'armes nucléaires par un adversaire, il a également vu l'administration Obama s'interroger sur les adaptations requises dans la posture américaine afin de dissuader un tel emploi limité. C'est essentiellement en écho à ces questionnements que des voix se sont élevées, au sein de la communauté des experts extérieurs à l'administration, pour affirmer le besoin d'affiner les options américaines de frappe nucléaire limitée. Cette préoccupation s'est logiquement poursuivie depuis l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Dès son investiture, celui-ci a ainsi chargé le Pentagone de conduire une révision de la posture nucléaire américaine (*Nuclear Posture Review*, NPR) ayant pour objectif de s'assurer que l'arsenal nucléaire du pays reste « moderne », « flexible », « robuste » et « suffisamment adapté » aux menaces contemporaines – autant de caractéristiques susceptibles de signifier un regain d'intérêt officiel pour les options nucléaires limitées².

Lorsqu'elle est apparue au début de la guerre froide, la problématique d'un emploi limité d'armes nucléaires se posait alors essentiellement pour les États-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), tentés d'y recourir pour rétablir la dissuasion face à une offensive conventionnelle des forces du Pacte de Varsovie. Le fardeau de l'escalade nucléaire pesait alors principalement sur les épaules de l'Occident.

1. Le terme d'emploi « limité » de l'arme nucléaire a renvoyé dans l'histoire à des options de frappe très variées. Tandis que ces options prévoyaient pendant la guerre froide l'emploi de centaines d'armes, on considère ici qu'une telle frappe pourrait impliquer : 1) un emploi unique (puissance forte ou faible) ; 2) plusieurs armes (puissance forte ou faible, ou combinaison) ; 3) plusieurs dizaines d'armes de faible puissance. Une arme est ici considérée de puissance nominale « faible » dès lors que celle-ci n'excède pas 5 kilotonnes.

2. *Presidential Memorandum on Rebuilding the U.S. Armed Forces*, National Security Presidential Memorandum, Washington, D.C., White House, 27 janvier 2017, disponible sur : www.whitehouse.gov.

Cette problématique se pose aujourd’hui en des termes radicalement différents, voire inversés, liés à l’évocation par la Russie de frappes nucléaires « de désescalade³ ». Renouvelée par l’évolution de l’équilibre des forces sur les différents théâtres d’opération potentiels et par l’émergence de nouveaux adversaires nucléaires tels que la Corée du Nord, la question de l’emploi limité de l’arme nucléaire a forcé les États-Unis à se confronter à nouveau à des dilemmes anciens – et dans une large mesure indépassables. Loin des concepts – et plus encore des plans – de « guerre nucléaire limitée » imaginés à partir des années 1960 qui envisageaient des frappes de centaines d’armes, les ajustements réalisés par le Pentagone au cours des mandats de Barack Obama ont ainsi tenté d’assurer au président des États-Unis une palette d’options suffisamment crédibles pour être dissuasives, sans pour autant renouer avec l’ambition de « dominer » le processus d’escalade dans toutes ses phases, reflétant ainsi l’objectif d’Obama de réduire autant que faire se peut le rôle des armes nucléaires dans la stratégie américaine⁴. L’administration Trump ne semblant pas partager ce même objectif, la prochaine NPR pourrait afficher un degré d’ambition supérieur et explorer des options jusqu’alors écartées⁵.

Cette note analyse les origines, dilemmes et traductions concrètes de cette préoccupation grandissante de la communauté stratégique américaine, en s’intéressant en particulier à ses effets sur les décisions des administrations Obama et aux implications probables sur la posture nucléaire de l’administration Trump.

3. N. N. Sokov, « Why Russia Calls a Limited Nuclear Strike “De-Escalation” », *TheBulletin.org*, 13 mars 2014, disponible sur : <http://thebulletin.org>.

4. Pour un bilan de la politique nucléaire d’Obama, voir C. Brustlein, « Désarmement nucléaire : l’ambition empêchée d’Obama », in M. Quessard et M. Kandel (dir.), *Les États-Unis et la fin de la grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d’Obama*, Paris, IRSEM, 2017, p. 135-148.

5. Voir par exemple les options présentées dans K. B. Payne et al., *A New Nuclear Review for a New Age*, Fairfax, National Institute Press, 2017.

Guerre froide : les options limitées introuvables ?

Le besoin pour Washington de disposer d'options plus limitées qu'une frappe nucléaire massive est apparu assez vite au cours de la guerre froide, sans toutefois être présent dès les premières formulations doctrinales de la posture nucléaire américaine. Il émerge entre la seconde moitié des années 1950 et le début des années 1960, tandis que la supériorité nucléaire américaine subit un processus d'érosion : la vulnérabilité nouvelle du territoire américain aux missiles intercontinentaux soviétiques sape alors la crédibilité de la posture américaine de dissuasion fondée sur les représailles massives à l'aide de toutes les forces nucléaires disponibles. En parallèle, des crises internationales comme Berlin (1961) et Cuba (1962) soulignent l'existence d'un risque d'escalade susceptible, du fait des plans de frappe existants, d'aboutir immédiatement à un échange nucléaire massif. Il apparaît dès lors nécessaire de développer des plans d'opérations plus prudents, visant en priorité à mettre un terme à une agression conventionnelle soviétique tout en limitant le risque de voir Moscou riposter par des représailles massives prenant pour cible le territoire américain⁶.

La recherche d'une certaine flexibilité dans les plans de frappe résulte donc d'une série de contraintes avec lesquelles Washington doit composer – qu'il s'agisse des capacités soviétiques de plus en plus substantielles ou du besoin de crédibiliser les garanties offertes aux alliés de l'OTAN dans le cadre de la dissuasion élargie – et que la planification nucléaire stratégique américaine a eu le plus grand mal à prendre en compte⁷. En septembre 1961, la présentation à John F. Kennedy par le général Lemnitzer⁸ du premier *Single Integrated Operational Plan* (SIOP, plan de ciblage des forces stratégiques) révèle ainsi au président américain à la fois le degré de rigidité extrême de la planification nucléaire et le caractère inéluctablement

6. Pour un bon aperçu de l'évolution des ambitions, plans et pratiques de la guerre nucléaire limitée aux États-Unis pendant la guerre froide, voir E. A. Colby, « The United States and Discriminate Nuclear Options in the Cold War », in J. A. Larsen et K. M. Kartchner (dir.), *On Limited Nuclear War in the 21st Century*, Stanford, CA, Stanford Security Studies, 2014, p. 49-79.

7. S. D. Sagan, *Moving Targets: Nuclear Strategy and National Security*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

8. Il est alors *Chairman of the Joint Chiefs of Staff*, équivalent de chef d'état-major des armées.

massif de toutes les options de frappe⁹. Cette démonstration constitue le point de départ d'une quête longtemps infructueuse de flexibilité par les administrations américaines, qui se traduit, dès l'adoption du SIOP-63 à l'été 1962, par la conception de premières options de frappe dite « contre-forces » ciblant en priorité les capacités militaires soviétiques – conventionnelles et nucléaires – et, en parallèle, par la provision de forces nucléaires tenues en réserve pour dissuader des représailles massives soviétiques. Robert McNamara, secrétaire à la Défense des administrations Kennedy et Johnson, fait de cette recherche de flexibilité le cœur de la nouvelle posture dite de riposte graduée de l'Alliance atlantique, qui repose sur un renforcement drastique des forces conventionnelles de l'OTAN afin d'élever le seuil d'emploi de l'arme nucléaire, et sur la possibilité de procéder à une première salve nucléaire à l'aide des forces nucléaires tactiques déployées en nombre croissant sur le théâtre européen.

Pour autant, la retenue introduite dans la planification nucléaire demeure pendant longtemps très relative. Au niveau national, la croissance continue des capacités soviétiques et la perspective de représailles affectent la faisabilité d'une frappe contre-forces « limitée¹⁰ » telle qu'exposée dans le SIOP-63 et amènent le Pentagone à accorder la priorité au maintien d'une capacité de destruction assurée comme élément de stabilisation de la relation bilatérale. Au niveau collectif, le cadre multinational réduit *de facto* la souplesse qui serait théoriquement envisageable dans la mise en œuvre de la riposte flexible, notamment en termes de planification et de contrôle et de commandement (C2) des forces nucléaires de l'Alliance.

À partir des administrations Nixon-Ford, la recherche d'options limitées connaît un nouvel élan aboutissant au *National Security Decision Memorandum 242*, qui expose distinctement pour la première fois le souhait de la Maison-Blanche de disposer d'options variées d'emploi sélectif de l'arme nucléaire susceptibles de mettre un terme au conflit rapidement et « au plus bas niveau d'intensité possible¹¹ ». Dans le même temps émerge à Washington la crainte de se trouver auto-dissuadé (*self-deterred*) dans le cadre de la dissuasion élargie en Europe ou face à une attaque nucléaire limitée contre le territoire américain : dans de tels contextes, l'exécutif américain pourrait être réticent à mettre en œuvre des

9. S. D. Sagan, « SIOP-62: The Nuclear War Plan Briefing to President Kennedy », *International Security*, vol. 12, n° 1 (été 1987), p. 22-51.

10. Ainsi, parmi les cinq plans de frappe prévus dans les révisions du SIOP-63, le plus petit impliquait en 1973 l'emploi de 2 500 armes nucléaires. « Summary Report of the Inter-Agency Working Group on NSSM 169 », in *Foreign Relations of the United States, 1969-1976, volume XXXV*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 2014, p. 53.

11. *National Security Decision Memorandum 242*, Washington, D.C., National Security Council, 17 janvier 1974, p. 2.

plans de frappe stratégique devenant de plus en plus volumineux à mesure que les arsenaux se renforcent (notamment en raison de l'introduction des missiles balistiques emportant des têtes multiples indépendamment guidées – MIRV), d'où un besoin d'options plus limitées.

Dès lors, les efforts de diversification des options iront grandissant, en s'appuyant notamment sur les possibilités offertes par le développement et le déploiement de systèmes de portée intermédiaire de nouvelle génération qui complètent la gamme des moyens disponibles tout en paraissant éviter certains écueils liés à l'emploi limité d'armes nucléaires de courte portée dans le cadre de l'OTAN. Un second axe d'effort, crucial et visible dans la *Presidential Directive 59* (PD-59, 1980), vise au renforcement des moyens de renseignement et de C2, ainsi qu'à la recherche d'une capacité de planification plus réactive intégrant options stratégiques et de théâtre ; l'ensemble ayant jusqu'alors cruellement fait défaut pour disposer de plans crédibles de frappe limitée¹². Il faut toutefois attendre la fin des années 1980 pour que les ambitions exposées dans la PD-59 se traduisent dans le SIOP-6E de 1988 en plans crédibles de frappe limitée, prévoyant non seulement un nombre d'armes plus restreint, mais tentant également de limiter les risques d'escalade posés par les options limitées en identifiant des zones de lancement et des trajectoires moins susceptibles de susciter une réaction soviétique disproportionnée¹³.

Cette concrétisation est rendue possible par la mise en service de capacités de frappe stratégique dont la précision et les chances de pénétration rendent envisageables des missions contre-forces (missile de croisière aéroporté, missile balistique mer-sol *Trident* IID5, missile balistique sol-sol intercontinental *MX-Peacekeeper*, etc.). À l'issue des démantèlements accompagnant la signature en 1987 du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires et les initiatives présidentielles (PNI) de 1991-1992 sur les armements tactiques, les options américaines de frappe nucléaire limitée reposent ainsi de plus en plus sur des forces stratégiques modernisées.

12. *Presidential Directive/NSC-59*, Washington, D.C., Maison-Blanche, 25 juillet 1980.

13. E. A. Colby, « The United States and Discriminate Nuclear Options in the Cold War », *op. cit.*, p. 64-65.

Des dilemmes anciens et persistants

Si les conceptions américaines ont très tôt mis l'accent sur la nécessaire gestion de l'escalade par la possibilité d'un recours limitée à l'arme nucléaire, les ambitions en la matière se heurtent à des défis lourds perdurant dans une large mesure aujourd'hui.

Le premier de ces défis est stratégique – et quasi philosophique – et porte sur les sources de l'effet dissuasif susceptible de peser au mieux sur la psychologie des décideurs adverses. Historiquement, l'intérêt pour les options limitées – y compris celles s'appuyant sur des capacités de conduite d'une guerre nucléaire (*nuclear warfighting*) – est intrinsèquement lié à la double volonté de crédibiliser la posture de dissuasion et de se donner les moyens de préserver ses intérêts en cas d'échec de celle-ci en amenant l'adversaire à faire marche arrière, par exemple en neutralisant les forces conventionnelles ayant servi à l'offensive initiale, ou en réalisant des frappes sur les arrières de celles-ci (renforts et réserves, nœuds de communication et logistiques, etc.). L'interrogation sur les sources de l'effet dissuasif est double : pour prévenir une attaque, faut-il plutôt mettre l'accent sur les coûts immédiats et attendus de l'agression (logique de représailles) ou sur l'incapacité de l'adversaire à l'emporter (logique de déni¹⁴) ? Une fois l'agression enclenchée et la riposte nucléaire envisagée, l'équilibre entre les deux doit-il rester le même ? Est-il préférable, pour démontrer une détermination infaillible tout en convainquant l'adversaire de la vanité de son entreprise, d'assumer toujours le fardeau de l'escalade en élevant le degré d'intensité du conflit et en systématisant les réponses disproportionnées, ou plutôt de viser une réponse proportionnée pour stabiliser la situation ? Un tir démontrant un potentiel destructeur qui ne viserait pas les capacités de l'adversaire pourrait-il suffire à convaincre celui-ci, ou affaiblirait-il au contraire la crédibilité du défenseur ? Ces questions n'ont jamais connu de réponse

14. La distinction entre dissuasion par représailles et dissuasion par déni trouve son origine dans les écrits de G. H. Snyder, *Deterrence and Defense: Toward a Theory of National Security*, Princeton, Princeton University Press, 1961, p. 8-9, 14 et suivantes.

définitive, et se posent aujourd'hui aux stratèges américains avec la même acuité qu'au cours de la guerre froide¹⁵.

L'ampleur des défis s'accroît dès lors que des scénarios concrets sont envisagés, et que se pose la question de la mise en œuvre de telles frappes limitées. L'envoi d'un signal combinant fermeté immédiate (franchissement du seuil nucléaire), détermination future (escalade si nécessaire), modestie des ambitions (volonté d'un retour au *statu quo ante* sans déstabilisation du régime adverse) et sélectivité des frappes est considérablement plus aisé à théoriser qu'à mettre en pratique.

Ainsi, et de manière paradoxale, les exigences d'une frappe limitée en termes d'efficacité technique et tactique sont plus grandes que pour une menace de représailles massives – dont tout décideur perçoit intuitivement le coût insupportable, tant en raison du déséquilibre quantitatif entre systèmes offensifs et défensifs et de la capacité unitaire de destruction des armes. Un emploi « limité » d'armes nucléaires par les États-Unis, parce qu'il s'appuierait sur un nombre réduit de vecteurs et d'armes (par exemple de quelques unités à plusieurs dizaines), et que celles-ci seraient idéalement d'une faible puissance nominale (quelques kilotonnes, voire inférieure à un kilotonne), voit son efficacité plus directement menacée par les capacités défensives, actives (défense antimissile) ou passives (durcissement), de l'adversaire. Surtout, envoyer à l'adversaire un signal combinant limitation *et* détermination implique de pouvoir exercer un contrôle fin et discriminé des effets physiques des détonations en s'assurant qu'ils affectent la zone visée de la manière voulue. Il faut ainsi non seulement pouvoir sélectionner des cibles dont la destruction enverrait le message adéquat à l'adversaire, mais en surveiller les éventuels déplacements, et veiller en parallèle à ne pas frapper de manière directe ou collatérale des cibles dont la destruction serait susceptible de précipiter une escalade de l'adversaire (forces stratégiques, C2 stratégique, installations critiques, etc.¹⁶). Les exigences des frappes limitées en termes de précision, de renseignement à l'échelle du théâtre d'opérations, d'évaluation post-frappe, ou de planification réactive sont donc longtemps

15. On remarquera que l'absence de réponse américaine nette à ces questions est au cœur des différences avec la posture nucléaire française. Cette dernière prévoit en effet un « avertissement nucléaire » (autrefois qualifié d'« ultime »), assume la menace d'une réponse disproportionnée et rejette explicitement l'idée d'une gestion de la « bataille nucléaire », laquelle se traduirait par plusieurs échanges limités précédant l'éventuel déclenchement de représailles massives. À l'inverse, la posture américaine mise sur sa flexibilité, garantie par une gamme capacitaire vaste, pour tenter de décourager l'adversaire et crédibiliser les engagements pris pour la défense des alliés, en visant toujours à reprendre l'avantage lors d'une escalade. La simplicité d'une posture fondée sur un (ultime) « avertissement nucléaire » est ainsi peu séduisante dans une perspective américaine.

16. D. Miller, *The Cold War: A Military History*, Londres, Pimlico, 2001, p. 354-355.

restées inatteignables pour les États-Unis. Le défi est d'autant plus grand que le déclenchement des opérations conventionnelles, qui précéderait selon toute vraisemblance l'emploi limité d'armes nucléaires, épaissirait l'incertitude entourant le dispositif adverse et exercerait une pression directe sur les moyens C4ISR cruciaux pour conduire une frappe nucléaire limitée – et plus encore à partir du moment où l'arme nucléaire est employée, affectant ainsi lourdement l'environnement électromagnétique.

Le chaos d'un théâtre d'opération en guerre poserait en outre un problème de lisibilité des intentions : une fois les hostilités entamées, voire les premières armes nucléaires employées, des contraintes supplémentaires s'imposeraient en termes de choix des vecteurs pour conduire une éventuelle frappe limitée. Dans certaines circonstances, impliquer des armements stratégiques dans une frappe limitée pourrait précipiter l'escalade vers des options massives de la part d'un adversaire peu confiant en sa capacité à avoir une vision juste de la situation et soucieux de ne pas subir de frappe contre-forces désarmante.

Les raisons d'un retour en vogue

Sous l'administration de George W. Bush, la question des plans de frappe nucléaire limitée s'était initialement posée de manière relativement naturelle en raison de l'accent mis par la *Quadrennial Defense Review* (QDR) 2001 sur les « États voyous » (Irak, Iran, Corée du Nord¹⁷). En définitive, la *Nuclear Posture Review* 2002 avait notamment tenté de contrer la menace en mettant l'accent sur les options de préemption et sur la conventionnalisation de la triade stratégique¹⁸, et l'administration avait ensuite cherché à développer ses options de frappe nucléaire de faible puissance (« *mini-nukes* ») afin d'étoffer sa posture face à d'éventuels pays proliférants et d'être mieux à même de neutraliser des cibles durcies ou enfouies¹⁹.

Le retour d'une telle thématique, à partir de 2014, au cœur des préoccupations de l'administration Obama, alors même que ce dernier avait mis en avant sa volonté d'avancer dans la voie du désarmement, pourrait surprendre. Elle s'explique toutefois de multiples manières.

La première cause en est la dégradation sévère de l'environnement stratégique, et en particulier de la menace posée par des adversaires nucléaires désireux d'affaiblir, de contourner ou de tester la dissuasion élargie. Le renforcement de l'arsenal nucléaire nord-coréen et la posture provocante adoptée par Kim Jong-Un font ainsi craindre qu'une crise donne lieu à une escalade aboutissant à une frappe nucléaire très limitée par Pyongyang, ciblant par exemple les bases américaines dans la région, notamment au Japon ou à Guam²⁰. En parallèle, la place centrale prise par

17. Voir notamment S. Fetter et C. L. Glaser, « Critiquing the NPR's New Nuclear Missions », in J. Wirtz et J. A. Larsen (dir.), *Nuclear Transformation: The New U.S. Nuclear Doctrine*, New York, Palgrave MacMillan, 2005, p. 23-38 ; N. Ritchie, *US Nuclear Weapons Policy after the Cold War*, Abingdon, Routledge, 2009, p. 58-73.

18. B. Gruselle, *Nouvelles triades, conventionnalisation des moyens de dissuasion et équilibres stratégiques*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, janvier 2008.

19. J. Medalia, *Nuclear Weapon Initiatives: Low-Yield R&D, Advanced Concepts, Earth Penetrators, Test Readiness*, Washington, D.C., Congressional Research Service, 2004.

20. La Corée du Nord dispose à ce jour d'un arsenal ne lui permettant qu'une frappe de quelques têtes si elle souhaite en parallèle conserver une capacité de représailles. Voir B. Roberts, *The Case for U.S. Nuclear Weapons in the 21st Century*, Stanford, Stanford Security Studies, 2016, p. 60 et suiv. ; J. K. Warden, « North Korea's Nuclear Posture: An Evolving Challenge for U.S. Deterrence », *Proliferation Papers*, n° 58, Ifri, mars 2017, disponible sur : www.ifri.org.

l'arme nucléaire dans la résurgence stratégique russe, particulièrement palpable depuis l'annexion de la Crimée en 2014, a imposé au Pentagone de renouveler ses réflexions sur le défi militaire posé par un adversaire majeur en Europe. Le décalage entre le discours et les pratiques russes ayant trait à la place de l'arme nucléaire dans la posture stratégique nationale, ou l'intérêt en Russie pour des concepts de frappe nucléaire de désescalade – visant à prévenir une défaite russe ou à forcer une reddition adverse²¹ – ont poussé les États-Unis à s'interroger sur les options permettant de prévenir le risque d'attaque nucléaire limitée et, au besoin, d'y répondre²². À l'instar des débats survenus pendant la guerre froide, l'arme nucléaire tient en tous les cas une place centrale dans la crainte de voir survenir un découplage stratégique entre le protecteur américain et ses alliés. Dans les divers scénarios envisagés, un emploi sélectif d'armes nucléaires par un adversaire pourrait s'inscrire aussi bien dans une logique d'avertissement ou de démonstration que dans une logique de coercition ou d'interdiction – les options de détonation pouvant être choisies afin de maximiser les effets de souffle et thermiques ou, au contraire, les effets électromagnétiques²³.

Cette évolution des stratégies adverses potentielles se double, dans le cas russe, d'une gamme capacitaire riche et partiellement opaque, mêlant équipements anciens et nouveaux, et systèmes stratégiques, tactiques, voire de portée intermédiaire si les affirmations américaines de violation du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) sont avérées. L'absence complète de transparence russe entourant les deux dernières catégories et la dissymétrie qu'introduirait, s'il est confirmé, le retour de missiles sol-sol de théâtre, alimente en outre aux États-Unis la crainte d'un désavantage stratégique lié au constat d'un trou capacitaire dans la gamme de moyens nucléaires²⁴. La réponse de l'administration américaine à la violation perçue du traité sur les FNI par la Russie pourrait être conventionnelle, nucléaire ou duale, défensive ou offensive. De fait, toute

21. D. Adamsky, « Cross-Domain Coercion: The Current Russian Art of Strategy », *Proliferation Papers*, n° 54, Ifri, novembre 2015, disponible sur : www.ifri.org.

22. Le risque d'emploi limité d'armes nucléaires par un adversaire est perçu comme émanant en priorité de la Russie et de la Corée du Nord, dans une moindre mesure de la Chine.

23. Sur ce point, voir notamment B. W. Bennett, « On US Preparedness for Limited Nuclear War », in J. A. Larsen et K. M. Kartchner (dir.), *On Limited Nuclear War in the 21st Century*, op. cit., p. 216 ; D. Ochmanek et L. H. Schwartz, *The Challenge of Nuclear-Armed Regional Adversaries*, Santa Monica, RAND Corporation, 2008, p. 24.

24. Le Congrès américain a ainsi demandé à l'administration, chaque année depuis 2014, des points de situation sur l'ampleur des risques causés par la violation russe et sur les préparatifs du Pentagone pour y faire face. Pour une synthèse, voir A. F. Woolf, *Russian Compliance with the Intermediate Range Nuclear Forces (INF) Treaty: Background and Issues for Congress*, Washington, D.C., Congressional Research Service, 15 mars 2017, p. 34-35.

réponse à caractère nucléaire ou dual étoffera la gamme d'options accessibles à Washington pour réaliser une frappe nucléaire limitée.

Ce regain d'intérêt pour la guerre nucléaire limitée trouve également sa source dans les limites auxquelles s'est heurtée la mise en œuvre de l'agenda de Prague prônant le désarmement nucléaire. L'administration Obama a conservé l'ambition, au cours des huit années d'exercice du pouvoir, de réduire le rôle de l'arme nucléaire dans la stratégie américaine²⁵. Cela s'est notamment traduit, suite à la *Nuclear Posture Review 2010*, par la mise en œuvre d'une architecture de dissuasion régionale dont la composante nucléaire n'était que l'un des piliers, aux côtés de la présence avancée, des capacités conventionnelles offensives (frappes dans la profondeur, potentiellement hypersoniques) et défensives (défense antimissile balistique, DAMB), ainsi que de la résilience dans les domaines cybernétique et spatial²⁶. L'ambition de réduire le rôle tenu par les armes nucléaires dans la dissuasion américaine s'est néanmoins heurtée aux limites propres aux capacités de frappe stratégique conventionnelle. Celles-ci seraient incapables de détruire les cibles les plus durcies ou enfouies et demeurent, pour frapper des cibles mobiles, dépendantes de réseaux C4ISR impossibles à maintenir au-dessus d'un théâtre d'opération non permissif²⁷. Grâce au perfectionnement et à la diffusion de capacités de déni d'accès et d'interdiction (*anti-access/area denial, A2/AD*), certains adversaires (Russie, Chine) seraient même susceptibles d'obtenir une supériorité conventionnelle locale, temporaire ou durable, en agissant sous la protection de bulles d'interdiction²⁸. Dès lors que l'avantage conventionnel considérable des États-Unis – et sur lequel repose l'idée même d'une réduction de la centralité de l'arme nucléaire dans la posture américaine – se trouve confronté à des limites techniques, opérationnelles et financières, il serait impensable de miser sur les seuls moyens conventionnels afin de répondre aux défis posés par les adversaires

25. C. Brustlein, « Désarmement nucléaire : l'ambition empêchée d'Obama », in M. Quessard et M. Kandel (dir.), *Les États-Unis et la fin de la grande stratégie ?*, op. cit.

26. *Nuclear Posture Review Report*, Washington, D.C., Department of Defense, 2010, p. 31-35 ; B. Roberts, *The Case for U.S. Nuclear Weapons in the 21st Century*, op. cit., p. 81-105.

27. C. Brustlein, « Conventionalizing Deterrence? U.S. Prompt Strike Programs and Their Limits », *Proliferation Papers*, n° 52, Ifri, janvier 2015, p. 41-45, disponible sur : www.ifri.org.

28. T. K. Kelly, D. C. Gompert et D. Long, *Smarter Power, Stronger Partners, Volume I. Exploiting U.S. Advantages to Prevent Aggression*, Santa Monica, RAND Corporation, 2016 ; et *Smarter Power, Stronger Partners, Volume II. Trends in Force Projection against Potential Adversaries*, Santa Monica, RAND Corporation, 2016.

nucléaires²⁹. C'est donc logiquement que l'idée de frappes nucléaires sélectives est réapparue dans les préoccupations de Washington.

Enfin, l'écho qu'ont trouvé les débats sur le besoin d'options nucléaires limitées est tout sauf étranger au calendrier de modernisation des forces et du complexe nucléaires américain. Les besoins de financement croissants accompagnant les premiers jalons programmatiques ont suscité des critiques centrées sur la raison d'être des capacités en passe d'être financées – en particulier le futur missile de croisière *Long-Range Stand-off* (LRSO) appelé à remplacer l'AGM-86 ALCM, présenté par ses détracteurs comme redondant avec d'autres capacités prévues (futur bombardier stratégique furtif pénétrant B-21 et bombe B61-12). Ainsi, l'accent récent mis par le Pentagone sur ses besoins en termes de flexibilité et de discrimination pour pouvoir remplir ses missions de frappe nucléaire et donner ainsi une liberté d'action au Président est une réponse directe aux critiques dénonçant l'inutilité du LRSO³⁰.

29. Naturellement, ceci n'empêche pas les États-Unis de viser au renforcement de cet avantage conventionnel face aux adversaires majeurs, effort s'étant traduit sous Obama par la *Third Offset Strategy*, dont les principes, à défaut de l'appellation, devraient être pérennisés par l'administration Trump. Entretiens au Pentagone, septembre 2017.

30. Voir par exemple les propos de R. M. Scher dans *Hearing to Receive Testimony on Department of Defense Nuclear Acquisition Programs and The Nuclear Doctrine in Review of The Defense Authorization Request for Fiscal Year 2017 and The Future Years Defense Program*, Washington, D.C., U.S. Senate, Committee on Armed Services, Subcommittee on Strategic Forces, 9 février 2016, p. 33-34.

L'administration Obama face à un emploi limité de l'arme nucléaire

Face au problème posé par les scénarios d'emploi limité de l'arme nucléaire par la Corée du Nord et, plus encore, par la Russie, l'administration Obama a entamé au cours de son second mandat une adaptation mesurée de sa posture nucléaire. Celle-ci semble s'être faite essentiellement sous l'impulsion du Pentagone, la Maison-Blanche étant jusqu'au bout restée fidèle à son ambition de donner la priorité à la réduction du rôle de l'arme nucléaire et à l'élévation du seuil d'emploi de l'arme. L'adaptation, accomplie sans rupture majeure avec la NPR 2010, s'est inscrite dans la continuité avec le passé, en cherchant en priorité à renforcer la possibilité pour les États-Unis de dissuader un emploi limité de l'arme nucléaire tout en les plaçant dans de meilleures dispositions en cas d'échec de la dissuasion, sans toutefois que cela n'affecte la stabilité stratégique avec la Russie et la Chine. Ces nouvelles orientations se sont articulées en quatre volets : concepts ; planification ; capacités ; posture.

Réapprendre à gérer l'escalade

En termes de *concepts*, le Pentagone a dû revenir aux fondamentaux, en redécouvrant les débats sur les principes de la guerre limitée, et notamment de la « diplomatie de la violence » théorisée par Thomas C. Schelling³¹, qui rappelait la nécessité de coupler la menace (de représailles ou d'interdiction) et la promesse de retenue si l'agresseur abandonne ses ambitions – un conseil susceptible de s'appliquer tant en temps de guerre qu'en temps de paix ou de crise. En cohérence avec les orientations de la NPR 2010, la réflexion du Pentagone a moins porté sur l'emploi limité de l'arme nucléaire par les États-Unis que sur les mesures visant à *dissuader un adversaire* d'initier un emploi limité d'armes nucléaires – mesures incluant une disposition américaine à réaliser une frappe nucléaire limitée, mais étant loin de s'y résumer. Contrairement à ce qui était le cas lorsque le besoin d'options nucléaires limitées est apparu

31. T. C. Schelling, *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966.

pour la première fois en réponse au risque d'attaque conventionnelle majeure, la probabilité est aujourd'hui plus grande que le seuil nucléaire soit franchi en premier par les adversaires des États-Unis, plutôt que par ces derniers ou l'OTAN. Pour autant, le « fardeau de l'escalade » – pesant sur les épaules du décideur confronté à la décision d'introduire une hausse disproportionnée d'intensité – n'en apparaît pas moins lourd. Au contraire, après une rupture du tabou nucléaire par un adversaire, Washington serait tiraillé entre la nécessité de rétablir la crédibilité de sa dissuasion nucléaire et les pressions populaires et diplomatiques en faveur d'une retenue, justifiant aux yeux de l'administration Obama un effort continu pour étoffer les options non nucléaires.

En raison d'un scepticisme persistant assez profondément ancré au sein de la communauté de défense des milieux démocrates quant au caractère étroitement « contrôlable » de l'escalade nucléaire, la priorité a été sous Obama de maximiser l'effet dissuasif initial (décourager le premier emploi limité de l'arme nucléaire) plutôt que de démontrer une capacité à reprendre l'ascendant aux différents paliers d'une escalade nucléaire – capacité que les représentants de l'administration ne considéraient pas forcément comme étant menacée³². Cette priorité à la dissuasion initiale a toutefois été équilibrée et complétée par des plans de ripostes conventionnelles et nucléaires conçus en amont pour tenter de désamorcer plutôt qu'alimenter la dynamique d'escalade – et fournir au président des options crédibles en cas d'échec de la dissuasion initiale. Par-delà le choix des moyens impliqués dans une riposte limitée, une attention particulière semble avoir été accordée à la cohérence d'ensemble de la posture, afin que tout emploi de l'arme nucléaire soit contextualisé grâce à des actes et discours – qu'elle s'inscrive en somme dans une manœuvre de dissuasion intégrée.

Adapter la planification

Prendre en compte le risque d'une frappe nucléaire limitée a impliqué, dans un second temps, d'adapter certains éléments des *processus de planification* et des *plans* eux-mêmes. Les besoins inhérents à une frappe nucléaire limitée dépendant étroitement des scénarios de crise, l'objectif principal était ici d'aboutir à une planification trans-domaines flexible, intégrant les composants en un tout aussi cohérent que possible et maximisant ainsi la marge de manœuvre du décideur politique, quel que soit l'objectif politique poursuivi. À plusieurs reprises pendant la guerre froide, les plans nucléaires ont été vivement critiqués, soit pour leur manque de cohérence d'ensemble

32. Voir R. M. Scher dans *Hearing to Receive Testimony on Department of Defense Nuclear Acquisition Programs...*, *op. cit.*, p. 10-12.

(période précédant les premiers SIOP), soit en raison du décalage frappant entre la planification nucléaire américaine et les directives données par l'échelon politique, en particulier pour les options de frappe autres que les représailles massives³³. Il s'est donc agi d'éviter ce type d'écueils en prenant acte des nouvelles données opérationnelles et techniques – notamment les caractéristiques des moyens d'emport et des têtes nucléaires disponibles. L'effort de l'administration, conduit entre le National Security Council, l'Office of the Secretary of Defense (OSD) et le cinquième bureau de l'état-major des armées (J-5, plans, en lien avec STRATCOM), a ainsi visé à intégrer en des options cohérentes les conditions d'emploi, limites et apports respectifs des capacités nucléaires, conventionnelles, mais aussi cybernétiques et spatiales³⁴.

Une attention particulière a été accordée au risque de voir des opérations conventionnelles américaines précipiter un franchissement du seuil par l'adversaire (par exemple en ciblant par des moyens non nucléaires ses systèmes de contrôle, commandement et de communications (C3) stratégiques ou ses forces stratégiques) ou contraindre les options américaines d'escalade nucléaire limitée. De la même manière, des travaux ont cherché à anticiper dès la phase de planification la façon dont un emploi limité de l'arme nucléaire par les États-Unis pourrait affecter la conduite des opérations conventionnelles américaines ou alliées, et la façon dont l'ensemble pourrait concourir à rétablir la dissuasion³⁵. Le défi consistant à éviter des plans « ségrégués » entre les différents domaines est plus grand encore dès lors qu'il ne concerne plus seulement les plans réalisés « à froid » (*Deliberate War Plans*) mais aussi l'adaptation « à chaud » des plans existants en fonction des circonstances et de l'objectif précis à atteindre.

Moderniser les forces

Sur un plan *capacitaire*, l'essentiel de la position de l'administration Obama a été de défendre le programme de modernisation qu'elle a initié, qui porte à la fois sur de nouvelles plateformes (SNLE classe *Columbia*, bombardier stratégique B-21), sur certains nouveaux systèmes d'armes (LRSO, *Ground-Based Strategic Deterrent*), l'extension de la durée de vie d'armes et de systèmes existants (plan 3+2 de la National Nuclear Security Administration, *Trident IID5*, B61-12), ou la revitalisation d'un complexe

33. S. D. Sagan, *Moving Targets*, *op. cit.*

34. V. A. Manzo et A. R. Miles, « The Logic of Integrating Conventional and Nuclear Planning », *Arms Control Today*, novembre 2016.

35. *Ibid.* ; voir également R. M. Scher dans *Hearing to Receive Testimony on Department of Defense Nuclear Acquisition Programs...*, *op. cit.*, p. 10-11.

nucléaire américain en cruel manque d'investissements. Au regard des scénarios d'emploi envisagés, l'administration Obama a arrêté un plan de modernisation censé doter les États-Unis d'une gamme capacitaire suffisamment large et variée pour leur offrir une flexibilité suffisante : maintien d'une triade stratégique, maintien d'une composante tactique à travers l'adaptation des chasseurs-bombardiers F-35A pour permettre l'emport d'armes nucléaires, maintien d'une flotte de bombardiers stratégiques duale (B-52H et B-2A aujourd'hui, B-2A et B-21 à terme) permettant de pénétrer des espaces aériens défendus ou de réaliser des frappes à distance de sécurité, etc. L'ensemble du dispositif prévu a été considéré comme présentant une flexibilité suffisante en termes de survivabilité, de réactivité, de portée, de trajectoire ou encore de puissance nominale des têtes. Sur cette base, l'administration Obama, qui s'était dès 2010 engagée à ne pas concevoir de nouveau type d'armes nucléaires, est restée jusqu'au bout fidèle à cet engagement³⁶.

Par-delà le LRSO, déjà évoqué, et la B61-12, dont la consolidation est lancée, l'une des composantes capacitaires les plus cruciales de la flexibilité américaine dans un environnement de guerre nucléaire limitée serait le système de contrôle et de commandement stratégique. Les investissements prévus dans ce domaine doivent permettre de renforcer les capacités C2 actuelles tout en renforçant leur sécurisation et leur résilience face aux attaques possibles, tous domaines confondus (air, mer, terre, cyber, espace). Le système actuel a été conçu pour une prise de décision rapide et simplifiée, en réponse au risque d'attaque surprise massive. L'enjeu de la modernisation prévue des systèmes de C2 stratégique est ainsi de donner au président, en plus des options classiques fondées sur une réaction rapide, la possibilité d'interagir de manière sécurisée avec tous les échelons appropriés dans un contexte de crise en développement – où l'urgence serait moins grande que lors d'une attaque surprise – et d'être ainsi le mieux informé possible en vue de prendre une décision quant à la nécessité d'un emploi limité d'armes nucléaires et la forme que celui-ci pourrait prendre en fonction du déroulement de la crise³⁷.

36. Statement of Robert Scher Before the Senate Armed Services Subcommittee on Strategic Forces, Washington, DC, U.S. Senate, 9 février 2016, p. 2. Voir également les propos de B. Roberts dans *Hearing to Receive Testimony on The Future Nuclear Posture of the United States*, Washington, DC, U.S. Senate, Committee on Armed Services, Subcommittee on Strategic Forces, 27 janvier 2016, p. 30-31.

37. Voir B. Roberts dans *Hearing to Receive Testimony on The Future Nuclear Posture of the United States*, Washington, DC, U.S. Senate, Committee on Armed Services, Subcommittee on Strategic Forces, 27 janvier 2016, p. 62-64. Un autre volet important de la modernisation du C2 concerne l'OTAN, et la capacité à maintenir une chaîne de contrôle et de commandement effective en contexte de crise, y compris en cas de dispersion des appareils à capacité duale sur des bases aériennes non nucléaires afin d'en améliorer les chances de survie face à une attaque russe.

Une posture renforcée

Enfin, le dernier volet de l'adaptation porte sur la posture à proprement parler. Tandis que certaines traductions furent visibles à court terme, notamment à travers le durcissement de la posture nucléaire de l'OTAN depuis 2014, d'autres adaptations envisagées sous Obama pourraient ne jamais voir le jour – ou être réappropriées par l'administration Trump. L'ambition était ici de parvenir à crédibiliser les engagements de dissuasion élargie par des actes concrets et réguliers, hors de tout contexte de crise et destinés à démontrer tant la détermination que la capacité d'action américaine et alliée sur un large spectre d'options d'escalade. Les actes envisagés peuvent être de natures variées : exercices, notamment ceux impliquant un emploi limité d'armes nucléaires ; déclarations publiques d'officiels américains rappelant l'existence d'options nucléaires limitées ; ou encore déploiements additionnels d'armes B61 sur un théâtre dont elles seraient absentes (Asie du Nord-Est essentiellement).

L'élévation du niveau de disponibilité des avions à capacité duale s'inscrit dans cette logique, et s'accompagne de réflexions à plus long terme sur l'amélioration des chances de survie des forces nucléaires déployées en avant sur un théâtre donné, soit par le durcissement, soit par la dispersion, soit par les capacités de défense active (défense antimissile) – qui réduisent l'efficacité d'une première frappe adverse. Ainsi, ces actes de démonstration sont naturellement susceptibles d'impliquer les avions à capacité duale stationnés en Europe, mais ils peuvent aussi s'appuyer sur les forces stratégiques américaines, afin de rappeler que les options de riposte limitée ne reposeraient pas nécessairement sur la seule composante non stratégique de l'arsenal nucléaire américain. L'une des incarnations de ce couplage sont les missions de *Bomber Assurance And Deterrence* (BAAD) réalisées depuis 2014 par des B-52 et des B-2 effectuant des vols jusqu'en Europe à partir de leurs bases situées sur le continent américain en survolant soit l'océan Atlantique, soit l'Arctique³⁸.

Si les mesures exposées ci-dessus semblent avoir été engagées – avec plus ou moins d'énergie et d'efficacité – par l'administration Obama, les efforts américains allant dans le sens d'une meilleure prise en compte de la menace d'attaque nucléaire limitée devraient redoubler dans le cadre de la préparation des *Nuclear Posture Review* et *Ballistic Missile Defense Review* lancées par l'administration Trump fin janvier 2017. La mention, dans le mandat de la Maison-Blanche sur la NPR, de capacités « flexibles »

38. Général R. Rand, *Hearing to Receive Testimony on Department of Defense Nuclear Acquisition Programs...*, *op. cit.*, p. 50-51. Voir aussi H. M. Kristensen, « Increasing Nuclear Bomber Operations », *FAS Security blog*, 25 septembre 2016, disponible sur : <http://fas.org>.

et « adaptées », et l'ambition réaffirmée dans le domaine de la défense antimissile pourraient ainsi indiquer un effort spécifique accordé à cette problématique – sans toutefois entraîner de changement révolutionnaire.

Vers une révolution nucléaire sous Trump ?

Après un premier mandat insistant sur l'objectif du désarmement, l'administration Obama avait dû se résoudre à un durcissement de sa posture nucléaire, compte tenu de la dégradation de l'environnement stratégique. Par bien des aspects, les orientations qui seront suivies par l'administration Trump devraient essentiellement s'inscrire dans la continuité de ces tendances, tout en adoptant un degré d'ambition supérieur et un discours sensiblement différent.

Des voix assez nombreuses, notamment issues du monde académique, ont souligné les insuffisances de la posture actuelle des États-Unis face au problème posé par le risque d'emploi limité d'une arme nucléaire³⁹. Si leurs critiques n'ont eu qu'un impact modéré sur les décisions de l'administration Obama, elles pourraient trouver un écho plus favorable auprès de la nouvelle équipe – d'autant que certains des experts ayant fait de telles recommandations occupent désormais des fonctions au sein de l'administration Trump ou semblent influencer sur les réflexions conduites par celle-ci⁴⁰. S'il est trop tôt pour connaître les inflexions qu'apportera une NPR dont les résultats devraient être annoncés début 2018, le langage choisi dans le mémorandum présidentiel de janvier 2017, les individus impliqués dans le processus de révision et le contexte amènent à penser que la problématique des options nucléaires limitées influencera les orientations prises par l'administration.

39. Voir par exemple E. A. Colby et B. Laird, *Managing Escalation and Limited War to Achieve National Objectives in a Conflict in the Western Pacific*, Washington, D.C., Center for a New American Security, août 2016 ; M. Kroenig, « The Renewed Russian Nuclear Threat and NATO Nuclear Deterrence Posture », Atlantic Council, Issue Brief, février 2016 ; K. A. Lieber et D. G. Press, *Preventing Escalation During Conventional Wars*, Monterey, CA, Naval Postgraduate School, 2015 ; C. A. Murdock, S. J. Brannen, T. Karako, A. Weaver *et al.*, *Project Atom: A Competitive Strategies Approach to Defining U.S. Nuclear Strategy and Posture for 2025-2050*, Washington, D.C., Center for Strategic and International Studies, 2015.

40. Ainsi, Elbridge A. Colby, qui avait défendu l'option consistant à doter le missile SLBM *Trident IID5* d'une tête à puissance nominale réduite, est devenu *Deputy Assistant Secretary of Defense for Strategy and Force Development*. De même, Keith B. Payne, qui défend depuis la fin des années 1970 des postures nucléaires ambitieuses offrant à Washington une grande flexibilité, semble avoir une influence importante sur les réflexions conduites dans le cadre de la *Nuclear Posture Review*. Entretiens avec des experts civils, Washington, D.C., septembre 2017. Voir E. A. Colby, *A Nuclear Strategy and Posture for 2030*, Washington, D.C., Center for a New American Security, 2015, p. 12.

Le principal reflet de l'ambition renouvelée de l'administration Trump pourrait être une posture mettant l'accent sur la flexibilité et la robustesse de la dissuasion américaine, voire, mais de manière plus improbable, embrassant par certains traits l'objectif d'une « supériorité » ou d'une « primauté » nucléaire sur tous les adversaires potentiels. Derrière cette conception maximaliste des exigences propres à la posture des États-Unis pointent ainsi nombre de notions sous-jacentes : le retour d'un discours réhabilitant l'idée même d'une victoire au cours d'une guerre voyant un emploi d'armes nucléaires ; la recherche d'une crédibilité accrue à travers la capacité à contrôler l'escalade nucléaire et à reprendre l'avantage quel que soit le niveau d'intensité auquel se situe l'affrontement ; un effort parallèle de limitation des dommages par le renforcement et la diversification des gammes capacitaires offensive et défensive ; un accent mis sur l'adaptabilité des forces, à la fois en l'inscrivant dans le cahier des charges des systèmes d'armes en cours de développement ou de renouvellement, mais aussi en levant certaines limites existant aujourd'hui sur les activités du complexe nucléaire.

Des efforts d'analyse et de planification pourraient accompagner la formalisation de la nouvelle posture, afin de renforcer la capacité de Washington à formuler une stratégie de guerre limitée crédible en environnement nucléaire. Cet effort s'appuierait sur certains éléments de la posture conçue sous Obama, comme la déclinaison des ambitions et moyens par théâtre régional, ou une communication jouant à la fois sur le registre des représailles et sur celui du déni de succès adverse. Il impliquerait également une plus grande souplesse dans la communication avec l'adversaire autour des buts de guerre – à la fois pour lui indiquer le caractère limité des objectifs initiaux, mais aussi leur caractère évolutif, en fonction des voies empruntées par l'adversaire.

Cette stratégie devrait reposer sur une posture déclaratoire combinant retenue et disposition à assumer le fardeau de l'escalade, y compris en intensifiant le conflit de manière « exponentielle » – posture déclaratoire devant être complétée par des échanges avec les alliés, à la fois en préalable à la crise et au cours de celle-ci, à des fins de réassurance mais aussi de contrôle des risques⁴¹. La conduite d'une telle guerre limitée devrait viser à canaliser les opérations vers des terrains avantageux pour les États-Unis, et exercer une retenue en évitant aussi longtemps que possible de prendre pour cible les infrastructures du C2 stratégique de l'adversaire, tout en indiquant à ce dernier, de manière plus ou moins explicite, le potentiel escalatoire d'une attaque contre le C2 américain/otarien ou contre une

41. K. A. Lieber et D. G. Press, *Preventing Escalation During Conventional Wars*, op. cit., p. 40-42.

ou plusieurs cibles urbaines⁴². Si ces développements ont été débattus de longue date par la communauté des experts, y compris au sein de l'administration, ils apparaissent pour l'heure résolument incompatibles avec le style de communication adopté par le président des États-Unis, semblant privilégier les tactiques de négociation « au bord du gouffre », le recours aux sous-entendus et à la surprise, et se trouvant de manière récurrente en décalage flagrant avec le reste de son administration.

Afin de crédibiliser une posture plus ambitieuse, Washington envisage de maximiser la flexibilité de ses forces nucléaires. Cette flexibilité, comme c'est le cas actuellement, est utile en temps de paix, de par sa valeur dissuasive, aussi bien qu'en temps de guerre, de par la liberté d'action qu'elle offrirait aux décideurs politiques et militaires américains, leur permettant de reprendre l'avantage au cours d'une escalade. Dans le domaine capacitaire, nombre d'analystes partagent le constat selon lequel la marge de supériorité militaire américaine, conventionnelle et nucléaire, serait en déclin relatif, réduisant en parallèle la gamme d'options disponibles et, partant, la crédibilité des garanties offertes par Washington à ses alliés. De même, le déploiement d'un missile de croisière sol-sol russe à capacité nucléaire, considéré comme violant le traité sur les FNI, pose la question de l'adaptation de la posture actuelle et de l'éventuelle réintroduction dans l'arsenal américain de systèmes de théâtre à capacité nucléaire.

Dans cette perspective, les options américaines actuelles de frappe nucléaire limitée, pourtant déjà étendues, sont critiquées pour de multiples raisons : on pointe ainsi du doigt une dépendance trop forte vis-à-vis des forces stratégiques, dont certaines caractéristiques (puissance des têtes emportées par les missiles balistiques, trajectoires potentielles, nature de la plateforme, etc.), se prêteraient mal à la gestion de l'escalade⁴³ ; d'autres critiques mettent également en cause les options de frappe nucléaire limitée supposées s'appuyer sur de l'aviation tactique dont la crédibilité opérationnelle apparaît de plus en plus discutable (faible rayon d'action, capacités de pénétration mises en doute par le renforcement des moyens sol-air, faibles capacités de frappe à longue distance) ; enfin, est également pointée du doigt l'absence d'option combinant tête nucléaire de faible puissance et rapidité de la frappe (*promptness*), les seules armes nucléaires à faible puissance actuellement déployées dans l'arsenal ou prévues à

42. Certains de ces points sont abordés par E. A. Colby et B. Laird, *Managing Escalation and Limited War to Achieve National Objectives in a Conflict in the Western Pacific*, *op. cit.*

43. Pour une analyse de l'adéquation entre les capacités actuelles et les options nucléaires limitées, voir B. W. Bennett, « On US Preparedness for Limited Nuclear War », in J. A. Larsen et K. M. Kartchner (dir.), *On Limited Nuclear War in the 21st Century*, *op. cit.*, p. 211-243.

l'avenir (B61-12, W80-4) étant portées par des plateformes aéroportées, et non par des missiles balistiques.

Depuis plusieurs années, des ajustements ont ainsi été proposés, que ce soit afin de renforcer cette flexibilité américaine dans des domaines tels que la portée, la réactivité, le temps de vol, la trajectoire, ou l'aptitude à pénétrer des défenses⁴⁴, ou en vue de ramener Moscou à tenir ses engagements pris dans le cadre du traité sur les FNI. Si la plupart des critiques de la posture actuelle partagent la volonté d'accroître la proportion d'armes nucléaires de faible puissance dans l'arsenal américain, différentes orientations – non exclusives les unes des autres – sont évoquées :

- Modifier certaines têtes thermonucléaires W76-1 équipant les missiles mer-sol *Trident* IID5 en découplant l'amorce de l'étage de puissance, ou en remplaçant celui-ci par de la matière inerte, afin de ne libérer que l'énergie d'arme à fission composant l'amorce (dont la puissance nominale varie selon les modèles de têtes, mais semble généralement se situer entre quelques kilotonnes et quelques dizaines de kilotonnes) ;
- Développer une option permettant aux futurs chasseurs-bombardiers à capacité duale (F-35A) de réaliser des frappes nucléaires à distance de sécurité, sans avoir à pénétrer les défenses adverses. Au minimum deux options ont été envisagées : l'adaptation du missile AGM-158 *Joint Air-to-Surface Stand-off Missile* (JASSM⁴⁵) pour qu'il puisse emporter la tête nucléaire W80-4 qui remplacera la tête W80-1 de l'ALCM (d'une puissance nominale pouvant varier de 5 à 150 kilotonnes) ; le développement, en parallèle à celui du LRSO, d'une variante courte portée de celui-ci pouvant entrer dans la soute du F-35A ;
- Développer et produire une nouvelle variante du missile *Tomahawk* mer-sol à tête nucléaire (TLAM-N⁴⁶), combinant un corps de missile

44. Voir par exemple M. Kroenig, « The Renewed Russian Nuclear Threat and NATO Nuclear Deterrence Posture », *op. cit.*, p. 7 ; K. A. Lieber et D. G. Press, *Preventing Escalation During Conventional Wars*, *op. cit.*, p. 46-47 ; C. A. Murdock *et al.*, *Project Atom*, *op. cit.* ; S. Winnefeld et J. N. Miller, « Bring Back the Nuclear Tomahawks », *Proceedings*, mai 2017, disponible sur : www.usni.org.

45. La version initiale a une portée maximale d'environ 370 kilomètres, tandis que le JASSM-ER (pour *extended range*) porte jusqu'à 900 kilomètres. Le JASSM est censé être plus furtif qu'un AGM-86 ALCM, mais conserve une vitesse subsonique.

46. Le missile TLAM-N, pour *Tomahawk Land Attack Missile-Nuclear*, était un missile de croisière mer-sol équipé d'une tête thermonucléaire (W80-0) dont la puissance nominale pouvait varier de 5 à 150 kilotonnes. Bien qu'ils n'aient plus été déployés sur des plateformes navales depuis 1991 et les Initiatives nucléaires présidentielles (PNI), les TLAM-N n'ont été retirés du service opérationnel qu'entre 2010 et 2013. Voir H. Kristensen, « U.S. Navy Instruction Confirms Retirement of Nuclear Tomahawk Cruise Missile », *FAS Strategic Security Blog*, 18 mars 2013, disponible sur : <https://fas.org>.

moderne et une tête similaire à celle prévue pour le LRSO (W80-4), ou développer et produire une version navalisée du LRSO, pouvant être tirée depuis des plateformes sous-marines, combinant ainsi les avantages propres au LRSO (furtivité/rapidité du missile, tête nucléaire de puissance réglable) et la discrétion des sous-marins nucléaires d'attaque ;

- Prévoir de nouvelles options pour utiliser les effets d'impulsion électromagnétique (IEM), à partir de vecteurs existants et de têtes actuelles, voire de têtes modifiées⁴⁷ ; réintroduire des armes thermonucléaires à rayonnement renforcé (bombes « à neutrons ») ou des armes nucléaires couplées à des pénétrateurs, destinées à neutraliser les cibles durcies et/ou profondément enfouies⁴⁸.

Bien que les options soient nombreuses, il apparaît pour l'heure peu probable que le plan de modernisation des forces américaines ne soit adapté autrement qu'à la marge – en ne suivant au plus qu'une à deux options parmi les nombreuses pistes envisageables. Le plan initié sous Obama représente déjà sous sa forme actuellement prévue un volume de crédits budgétaires extrêmement conséquent (estimé à 400 milliards de dollars sur les trente prochaines années pour développer et construire les nouveaux systèmes, s'ajoutant aux 800 milliards requis pour le fonctionnement et l'entretien des forces déployées⁴⁹), tout en offrant une flexibilité opérationnelle et stratégique certaine, et répondant aux besoins exprimés par les forces.

Certains signes amènent à penser que la NPR en cours est susceptible d'aboutir à une évolution de la position du Pentagone sur la problématique de la conception de nouveaux modèles d'armes nucléaires. Cette question, fortement politisée au Congrès dans la période ayant suivi la fin de la guerre froide, avait été tranchée par l'administration Obama dans la NPR 2010, sous la forme d'un engagement à ne pas développer de nouvelle tête nucléaire et à ne pas conduire de programmes d'allongement de la durée de vie conférant aux têtes existantes de nouvelles capacités, ou les rendant aptes à conduire de nouveaux types de missions militaires⁵⁰ – une promesse qui ne semble pas avoir été respectée dans le cadre de la

47. W. R. Turnbull III, « Time to Come In from the Cold (War): Nuclear Force Structure for an Uncertain World », *Joint Force Quarterly*, n° 79, 2015, p. 42-43.

48. C. A. Murdock et al., *Project Atom*, op. cit., p. 21-22.

49. *Approaches for Managing the Costs of U.S. Nuclear Forces, 2017 to 2046*, Washington, D.C., Congressional Budget Office, 2017, p. 15-16.

50. *Nuclear Posture Review Report 2010*, Washington, D.C., Department of Defense, 2010, p. 39.

conception de la B61-12⁵¹. Cet engagement est aujourd'hui de plus en plus remis en cause en raison des contraintes qu'il fait peser sur les activités de R&D des laboratoires du complexe nucléaire américain, et pourrait être abandonné dans le cadre de la prochaine NPR, en parallèle à l'adoption d'une posture permettant de reprendre les essais nucléaires dans des délais plus brefs qu'actuellement⁵².

Si les implications concrètes d'un tel revirement – en termes de R&D, de production ou d'expériences – pourraient en théorie être nombreuses, rien ne semble indiquer que l'administration s'apprête à bouleverser en profondeur les pratiques et plans actuels. Une posture trop ambitieuse, initiant une reprise des essais nucléaires ou entamant la conception de nouveaux modèles d'armes nucléaires pourrait, à l'instar des débats des années 2000, avoir pour effet pervers de fragiliser au Congrès le soutien en faveur du financement de la modernisation des forces⁵³. Si elle souhaite limiter les risques de querelles politiques, l'administration pourrait ainsi privilégier des options moins clivantes, en ne prévoyant dans un premier temps que des financements limités afin d'étudier la faisabilité de certaines adaptations capacitaires, qu'elles portent sur la puissance nominale ou sur d'autres dimensions de la modernisation des armes.

À la fin de l'été 2017, des rumeurs ont ainsi circulé sur l'intérêt renouvelé de la nouvelle administration pour les armes nucléaires de faible puissance (*low yield*⁵⁴). Ces rumeurs semblent néanmoins devoir être interprétées comme se situant dans la continuité d'un rapport du *Defense Science Board* (DSB) de décembre 2016 invitant l'administration Trump à étudier les options de têtes nucléaires de « plus faible puissance⁵⁵ » (*lower yield*). Le choix d'une telle formulation, et l'option indiquée en guise d'exemple (n'utiliser que l'amorce des armes thermonucléaires) pourraient indiquer la préférence pour la recherche d'une flexibilité plus grande de l'arsenal existant, sans nécessairement signifier la conception de nouveaux modèles d'armes⁵⁶ – ce qui semble en outre confirmé par l'audition de représentants du DSB en mars 2017, sur ce thème, à la Chambre des

51. Voir notamment H. M. Kristensen, « General Confirms Enhanced Targeting Capabilities of B61-12 Nuclear Bomb », *FAS Strategic Security Blog*, 23 janvier 2014, disponible sur : <https://fas.org>.

52. Entretiens avec des experts civils, Washington, D.C., septembre 2017 ; K.B. Payne *et al.*, *A New Nuclear Review for a New Age*, *op. cit.*, p. 113 et suivantes.

53. A. Mount, *The Case Against New Nuclear Weapons*, Washington, D.C., Center for American Progress, 2017, p. 32-33.

54. B. Bender, « Trump Reviews Leans Toward Proposing Mini-Nuke », *Politico*, 9 septembre 2017, disponible sur : www.politico.com.

55. C'est nous qui soulignons.

56. *Seven Defense Priorities for the New Administration*, Washington, D.C., Defense Science Board, 2016, p. 24.

représentants. À cette occasion, les scientifiques du DSB ont ainsi rappelé que leurs recommandations ne répondaient pas à un besoin exprimé par les forces armées, mais avaient pour vocation de rendre le complexe nucléaire américain mieux à même de faire face à une éventuelle évolution future des besoins militaires et de préparer les forces aux ruptures technologiques à venir⁵⁷.

57. *Nuclear Deterrence – The Defense Science Board’s Perspective*, Washington, D.C., House of Representatives, Committee on Armed Services, Subcommittee on Strategic Forces, 9 mars 2017, p. 11-12.

Conclusion

En définitive, la réapparition aux États-Unis d'un débat autour des perspectives de limitation de la guerre nucléaire reflète à la fois le gouffre étant apparu entre la politique nucléaire d'Obama et la réalité de son environnement, et les efforts mis en œuvre pour tenter de le combler. Elle traduit ainsi l'évolution des mentalités aux États-Unis quant à la possibilité et à l'opportunité de poursuivre les efforts de longue haleine visant à réduire la place de l'arme nucléaire dans la stratégie de dissuasion – efforts dont les racines remontent aux années 1960 et ayant été soutenus par toutes les administrations, démocrates comme républicaines⁵⁸. Si l'administration Trump continue d'investir dans les domaines conventionnels critiques afin de maintenir, voire d'accroître, la marge de supériorité conventionnelle des États-Unis en vue de leur assurer une liberté d'action maximale face à des adversaires majeurs, elle devra poursuivre en parallèle, notamment dans la *Nuclear Posture Review* en préparation, l'adaptation de sa posture pour accroître sa crédibilité dissuasive face à un éventuel emploi limité de l'arme nucléaire.

Le renouveau de ce débat est, en parallèle, symptomatique de l'état du complexe nucléaire américain, dont les activités ont été fortement contraintes depuis la fin de la guerre froide – au point qu'émerge une préoccupation quant à la perte irrémédiable de certains savoir-faire requis pour la conception de nouveaux modèles d'armes nucléaires. Il illustre ainsi le tiraillement de Washington, devant concilier, d'une part, les besoins opérationnels et techniques requis pour protéger ses alliés dans un environnement sévèrement déstabilisé et, d'autre part, la difficulté récurrente du système politique des États-Unis à générer un consensus durable sur les trajectoires futures de leur arsenal nucléaire.

Pour les alliés des États-Unis, enfin, le renouveau de cette problématique est préoccupant à plus d'un titre. En tant que bénéficiaires de la posture américaine de dissuasion élargie, ceux-ci ont intérêt à ce que Washington demeure crédible aux yeux de ses adversaires éventuels, quels que soient les scénarios d'attaque. Garantir la crédibilité ne saurait toutefois justifier un glissement vers une logique d'emploi, et une relativisation graduelle du caractère unique et intrinsèquement politique de l'arme

58. Voir sur ce point C. Brustlein, « Conventionalizing Deterrence? », *op. cit.*, p. 13-23.

nucléaire. Répondre au risque réel du découplage stratégique en brouillant, à l'instar de la Russie, les distinctions existant entre les domaines conventionnel et nucléaire ferait courir des risques sérieux d'escalade, en Europe comme en Asie orientale. En outre, une insistance américaine trop grande sur les options nucléaires limitées en réponse au déficit perçu de crédibilité de la dissuasion élargie en Europe risquerait paradoxalement d'affaiblir les chances de poursuivre la mise en œuvre des décisions prises au sommet de Varsovie pour crédibiliser la dissuasion de l'OTAN.

Une frappe nucléaire, même limitée, ne saurait être justifiée qu'en cas de menace écrasante visant les intérêts vitaux d'un État. En brisant une tradition de non-emploi établie depuis plus de 70 ans, une telle frappe ferait entrer le monde dans une ère de profonde incertitude et déstabiliserait lourdement l'ordre international⁵⁹. La vigilance, nationale et entre alliés, s'impose donc face aux tentations privilégiant la dissuasion *dans* la guerre au détriment de la dissuasion *de* la guerre, qui reste le rôle primordial de l'armement nucléaire.

59. M. Fitzpatrick, « The World After: Proliferation, Deterrence, and Disarmament If the Nuclear Taboo Is Broken », *Proliferation Papers*, Ifri, printemps 2009, disponible sur : www.ifri.org.

